



# Communiqué de presse

Paris, le 25 mars 2021

## Pétition demandant la démission de Vidal : une première étape de la construction d'une mobilisation pour le service public du supérieur et de la recherche

SUD éducation sera présent le jeudi 25 mars à midi devant Maignon pour soutenir le dépôt des pétitions réclamant la démission de F. Vidal, et appelle les personnels de l'ESR à rejoindre massivement ce rassemblement à Paris.

À l'initiative de collectifs d'universitaires, cette pétition a atteint très rapidement plus de 22 000 signatures, expression de la défiance et de la colère de la communauté universitaire contre une ministre qui ne les représente pas et qui les calomnie.

Si ce sont ses propos accusant "l'islamo-gauchisme" de gangréner les universités qui ont poussé à cette pétition, la défiance des personnels de l'ESR vis-à-vis de F. Vidal est bien plus profonde et plus large.

**Depuis 1 an maintenant, les universités sont très largement fermées, leur réouverture dans de bonnes conditions sanitaires est nécessaire et urgente !**

Le recours à des enseignements à distance depuis 1 an a fait trop de dégâts auprès des étudiant-e-s, notamment chez les plus précaires. **SUD éducation dénonce cette généralisation de l'enseignement à distance** (qui vient par ailleurs d'être pérennisé à l'université des Antilles) qui ne peut se substituer à l'enseignement présentiel, détruit la qualité pédagogique des apprentissages, alourdit la charge de travail du personnel, favorise l'isolement et accroît considérablement les inégalités sociales entre les étudiant-e-s : **cela ne peut plus durer, les universités doivent rouvrir avec des conditions sanitaires protégeant les étudiant-e-s et les personnels !** Parallèlement, les conditions de travail pour les personnels BIATSS continuent de se dégrader avec la généralisation du "travail à distance", alors

Fédération SUD Éducation

31 rue de la Grange aux Belles,  
75010 Paris

01 58 39 30 12

fede@sudeducation.org

www.sudeducation.org



que le premier confinement et de télétravail contraint a aggravé les risques psycho-sociaux (RPS) ainsi que les troubles musculo-squelettiques (TMS), le moins que l'on puisse dire c'est que la considération n'est pas au rendez-vous : retrait de RTT, "congrés" imposés, primes versées dans l'opacité, atteintes au droit du travail notamment sur les conditions de télétravail, gel des salaires, menaces sur nos temps de travail....

Sourde et aveugle à la situation des étudiant-e-s et des personnels depuis 1 an, la ministre s'est entêtée toute l'année 2020 à faire passer en force une loi de programmation de la recherche que la très large majorité de la communauté universitaire rejette. **Cette LPR, c'est une loi de néolibéralisation qui s'inscrit dans la poursuite des attaques contre l'enseignement supérieur et la recherche** depuis le LMD, la LRU, la LOLF: financement de la recherche par appels à projets, notamment via l'ANR, au détriment de financements pérennes alloués aux unités de recherche, mise en concurrence à tous les étages, et oriente et limite les thématiques de recherche à des sujets dits « porteurs » et/ou « valorisables » par le privé, précarisation accrue des personnels qui touchera majoritairement les femmes. Cette loi, qui ne répondait déjà en rien aux attentes des personnels avant la pandémie, est d'autant moins la réponse aux enjeux de l'ESR depuis : c'est de financements pérennes dont la recherche a besoin pour fonctionner, c'est d'embauches de chercheur-euse-s, d'enseignant-e-s chercheur-euses et de BIATSS dont a besoin le supérieur, ce sont des locaux et des moyens de fonctionner dont ont besoins les universités, ce sont des revenus et de la stabilité dont ont besoin les étudiant-e-s.

À cela s'ajoute la mise en place de Parcoursup qui organise la sélection des futurs étudiant-e-s selon des critères largement de classe ; le portail Bienvenue en France qui a fait multiplier les frais d'inscriptions par 16 pour les étudiant-e-s extra-communautaires mettant à bas le principe même d'égalité face aux études ; la réforme actuelles de la formation des métiers de l'enseignement et des concours de recrutement des professeurs et la proposition d'un délit d'entrave et donc de criminalisation des mobilisations étudiantes et des personnels.

**Mme Vidal défend depuis 3 ans un agenda pour néolibéraliser et museler l'ESR.** Pour toutes ces raisons, SUD éducation soutient

la campagne visant à demander la démission de la ministre F. Vidal : cette démission serait vécue comme une première victoire pour les personnels de l'ESR et les étudiant-e-s tant le mépris est total et la politique brutale. Cette campagne ne doit pas se focaliser sur les derniers propos de F. Vidal tant l'ampleur des dégâts de sa politique est grande.

Les difficultés de mobilisations sont réelles dans une période d'incertitude pour le secteur de l'ESR (fermeture des universités, télétravail, cours à distance, ...) et de restrictions des libertés de circulation et de rassemblement pour l'ensemble de la société (état d'urgence sanitaire). Aussi, cette pétition n'est pas une fin en soi, elle doit être un levier pour reprendre la mobilisation qui s'est arrêtée en mars dernier pour imposer, au-delà du départ de F. Vidal, une autre politique pour l'enseignement supérieur et la recherche.